

LE SERVICE DE LUTTE ANTIMINES DES NATIONS UNIES EN BATAILLE CONTRE LA PROLIFERATION DES ARMES EN CENTRAFRIQUE

Le service de lutte anti-mines des Nations Unies (UNMAS) continue son combat contre les dangers de la prolifération des armes et engins explosifs en République centrafricaine et rappelle les risques que représentent les armes et les engins explosifs dans le pays. Au cours de la conférence hebdomadaire de la MINUSCA mercredi à Bangui, en prélude à la célébration de la Journée internationale de la lutte contre les mines le 4 avril, le chef du programme de l'UNMAS, Richard Derieux a déclaré que le service est engagé sur le terrain aux côtés des autorités centrafricaines, afin de lutter contre la prolifération des armes et restes explosifs de guerre.

Richard Derieux a déclaré qu'en Centrafrique, il n'y a pas eu de mines découvertes, mais « d'autres dangers qui sont les restes explosifs des guerres à travers le pays, souvent des grenades à Bangui, des roquettes, dispersées à travers la capitale ». Il a souligné que la présence d'UNMAS dans le pays est d'aider le gouvernement à se débarrasser des menaces des mines et des restes explosifs de guerre, afin de permettre aux Centrafricains de vivre dans un environnement sûr et favorable au développement, et/ou les besoins des victimes sont pris en compte. « C'est d'ailleurs dans ce cadre que se tiendra à Bangui, du 4 au 5 avril, une conférence internationale régionale, une première, sur la lutte anti-mines », a-t-il annoncé.

Richard Derieux a également précisé que toutes les activités d'UNMAS en Centrafrique sont effectuées en partenariat avec les autorités nationales en coordination avec la MINUSCA et ses partenaires. « Actuellement nous travaillons à l'appui et à l'opérationnalisation de la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes de petits calibres. Nous participons également aux formations des Forces armées centrafricaines (FACA), des gendarmes et de la police, plus particulièrement dans le domaine de la gestion des armes et des munitions. Nous effectuons également le renforcement, la réhabilitation ou la construction neuve d'infrastructures spécialisées, notamment des dépôts de munitions et armureries ».

Le Chef de programme d'UNMAS a par ailleurs indiqué que depuis le déploiement du service en Centrafrique en janvier 2014, 4996 armes ont été détruites à Bangui et que d'autres armes sont en cours d'acheminement en vue de leur destruction. Il a par ailleurs rappelé le message du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la journée internationale de lutte anti-mines,

qui a exhorté « tous les gouvernements à apporter une aide politique et financière à la lutte anti-mines, afin qu'elle puisse se poursuivre là où elle est nécessaire. Dans le monde tumultueux qui est le nôtre, la lutte anti-mines est une mesure concrète en faveur de la paix ».

De son côté, le Directeur de la Division de communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA a rappelé quelques activités menées cette semaine par la Mission. Au chapitre des Droits de l'Homme, Hervé Verhoosel a fait savoir que la MINUSCA a pu surveiller, vérifier et documenter, aussi bien à Bangui qu'à l'intérieur du pays, 26 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme ayant affecté au moins 55 victimes. Hervé Verhoosel a également souligné que la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA est en train de recueillir des informations dans les zones où les groupes armés se sont affrontés la semaine dernière, près de la ville de Bambari. Tout en condamnant les affrontements, il a déclaré qu'au cours de ces combats, « des meurtres, des atteintes à l'intégrité physique et des destructions de biens » ont été perpétrés.

Hervé Verhoosel a également appelé la population à participer à la lutte contre l'impunité. « Cette lutte est importante pour l'avenir du pays. La réorganisation et le redéploiement de la justice à travers l'ensemble du territoire centrafricain ainsi que le travail de la Cour Pénale Internationale (CPI) et de la Cour Pénale Spéciale (CPS) participeront à la fin de cette impunité », a déclaré le Directeur de la Division de communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA.

Il a, par ailleurs, souligné que dans le cadre du Projet Réduction de la violence communautaire (CVR) à Paoua, les "médiateurs" locaux du village de Bambara ont organisé une session de sensibilisation de masse sur le thème "non à l'agression physique". Trois cent trois personnes dont 196 femmes y ont pris part. Cependant à Bria, le bureau a enregistré 158 nouveaux bénéficiaires du programme, tandis qu'à Bouar l'équipe DDR/UNOPS a collecté 25 grenades, une roquette, 20 munitions et une arme d'assaut (AK47).